

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-30 du 19 septembre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. A Madrid, Washington et Pékin s'entendent pour un cadre d'accord sur TikTok
2. Le Département du Commerce établit un processus d'inclusion pour étendre le champ des droits de douane visant les automobiles.

Climat – énergie – environnement

3. Le Département de l'Intérieur annonce la création du Service des incendies de forêt
4. Chris Wright souligne l'importance de l'énergie nucléaire lors de la 69^e Conférence générale de l'AIEA

Transport et infrastructure

5. Le Secrétaire aux transports annonce un appel à projets pour un programme visant à accélérer le déploiement des e-VTOL
6. Le département des transports (DOT) met fin à l'accord de coentreprise entre Delta et Aeromexico

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Année 2025 : surabondance de céréales... mais chute des exportations

Propriété Intellectuelle

Brèves

Numérique et innovation

8. Les États-Unis signent un « accord sur la prospérité technologique » avec le Royaume-Uni

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. A Madrid, Washington et Pékin s'entendent sur un cadre d'accord concernant TikTok

Le 14 et 15 septembre, une délégation américaine menée par le secrétaire au Trésor, S. Bessent, et une délégation chinoise dirigée par le vice-Premier ministre H. Lifeng se sont [rencontrées](#) à Madrid. Officiellement, les discussions [devaient](#) porter sur les principales questions d'intérêt commun en matière de sécurité nationale, d'économie et de commerce – notamment le dossier TikTok – ainsi que sur la coopération dans la lutte contre les réseaux de blanchiment d'argent menaçant à la fois les Etats-Unis et la Chine.

A l'issue des échanges, D. Trump a [salué](#) des discussions « très positives » et annoncé qu'un cadre d'accord sur TikTok avait été trouvé, en attente de finalisation lors d'un appel prévu le 19 septembre avec son homologue chinois, X. Jinping. Cette déclaration a été suivie, mardi, par la signature d'un [décret présidentiel](#) prolongeant de 90 jours – soit jusqu'au 16 décembre – le délai imparti à ByteDance pour se conformer à la législation américaine imposant soit la cession de TikTok, soit son retrait du marché américain.

2. Le Département du Commerce établit un processus d'inclusion pour étendre le champ des droits de douane visant les automobiles

Le 17 septembre, le Département du Commerce a [publié](#) une règle intérimaire finale établissant un processus permettant l'inclusion de nouvelles pièces automobiles aux droits de douane de la section 232 imposés sur les automobiles et pièces importées. Ce mécanisme d'inclusion, similaire à celui établi pour les produits dérivés de l'acier et de l'aluminium, permet aux producteurs nationaux d'automobiles ou de pièces – ou à tout groupe industriel concerné – de demander que d'autres pièces automobiles soient soumises à ces droits de douane. Les fenêtres de dépôt pour les demandes d'inclusion seront ouvertes pendant une période de deux semaines, quatre fois par an — en janvier, avril, juillet et octobre —, la première fenêtre débutant le 1^{er} octobre 2025. Pour rappel, la [proclamation](#) 10908 du 26 mars 2025 exigeait que ce processus soit mis en place dans un délai de 90 jours, soit au plus tard le 24 juin 2025.

Brèves

- Dans le cadre du processus d'inclusion de nouveaux produits dérivés aux droits 232 visant l'acier et l'aluminium, [établi](#) le 30 avril 2025, le Département du Commerce a [ouvert](#) une nouvelle période de demande d'inclusion, à compter du 15 septembre. Elle se clôturera le 29 septembre 2025 ; les demandes d'inclusion acceptées seront ensuite publiées pour une période de consultation publique de deux semaines.

- Le Bureau du Représentant au Commerce des États-Unis (USTR) [sollicite](#) officiellement des commentaires publics dans le cadre de la révision, exigée par la loi, de l'Accord tripartite entre les États-Unis, le Mexique et le Canada (USMCA) prévue pour juillet 2026. Les contributions écrites doivent être soumises au plus tard durant la première semaine de novembre, en amont d'une audience publique qui se tiendra à Washington, D.C. le 17 novembre.
- Le Représentant américain au commerce (USTR) [sollicite](#) des commentaires publics concernant une éventuelle prolongation des exemptions actuellement en vigueur, relatives aux mesures prises dans le cadre de l'enquête ouverte en vertu de la Section 301 sur les pratiques de la Chine en matière de transfert de technologie, de propriété intellectuelle et d'innovation. Ces exemptions permettent à ce stade l'entrée sur le marché américain de produits chinois libres de droits additionnels de la section 301. Pour rappel, la plupart des produits chinois entrent sur le marché américain avec un droit de 55%, composé de 10% de droits « réciproques », 20% de droits « fentanyl », et 25% de la section 301 – les exemptions susmentionnées ne sont pas soumises à ces 25%. Elles incluent des biens liés à la COVID-19 et des équipements nécessaires la production de panneaux solaires. Elles ont été prolongées le 2 septembre 2025 et doivent expirer le 29 novembre 2025. Les contributions écrites sont attendues avant le 16 octobre.
- Dans une [lettre](#) publiée sur le réseau Truth Social, D. Trump s'est dit prêt à imposer de lourdes sanctions à la Russie si tous les pays de l'OTAN cessent d'acheter du pétrole russe et agissent de concert, tout en suggérant que des droits de douane additionnels de 50 à 100% contre la Chine pourraient aider à mettre fin plus rapidement à la guerre en Ukraine.
- Le 12 septembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) un individu et une entité pour leur rôle dans la guerre civile au Soudan et leurs liens avec l'Iran.
- Le 16 septembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) quatre individus et douze entités pour leur rôle dans le transfert de fonds issus notamment de la vente de pétrole iranien par le biais d'un réseau de « *shadow banking* ».
- Le 18 septembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) sept individus et seize entités pour leurs liens avec la faction Los Mayos du cartel mexicain Sinaloa.

Climat – énergie – environnement

3. Le Département de l'Intérieur annonce la création du Service des incendies de forêt

Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 15 septembre la création, en lien avec le Département de l'Agriculture, du Service des incendies de forêt (US Wildland Fire Service - USWFS) pour

moderniser la gestion des feux de forêt à l'échelle nationale, en réponse au décret présidentiel « *Empowering Commonsense Wildfire Prevention and Response* ». Le DoI indique que cette création vise à répondre à la crise actuelle des incendies aux Etats-Unis, qui coûtent chaque année des centaines de milliards de dollars, endommagent les infrastructures, perturbent l'agriculture, font grimper les prix alimentaires et menacent des vies et moyens de subsistance. Le DoI précise que des décennies de gestion insuffisante des forêts ont favorisé l'émergence d'incendies plus violents, plus rapides et plus dévastateurs. Le USWFS regroupera les services de lutte contre les incendies du DoI et harmonisera ses opérations avec celles du Département de l'Agriculture. Le plan repose sur cinq priorités : i) la modernisation des systèmes d'aviation et de coordination, ii) le renforcement de la formation et de la coopération inter-agences, iii) la simplification administrative, iv) l'investissement dans la recherche et les technologies, et v) l'intégration d'une stratégie complète incluant prévention et réhabilitation. Les agences s'engagent également à mieux soutenir les pompiers fédéraux et tribaux grâce à une réforme salariale.

4. Chris Wright souligne l'importance de l'énergie nucléaire lors de la 69^e Conférence générale de l'AIEA

Le Département de l'énergie (DoE) a [publié](#) le 15 septembre la déclaration du Secrétaire à l'Energie Chris Wright prononcée lors de la 69^e Conférence générale de l'Agence Internationale à l'Energie Atomique (AIEA) à Vienne. Chris Wright, y souligne l'importance cruciale de l'énergie nucléaire pour répondre à la demande croissante d'énergie fiable, notamment pour soutenir le développement de l'intelligence artificielle. Il présente les efforts des États-Unis sous la présidence Trump pour moderniser et revitaliser l'industrie nucléaire, notamment par le déploiement de petits réacteurs modulaires et la conclusion d'accords internationaux de coopération nucléaire pacifique. Il insiste sur l'engagement fort des États-Unis en matière de sûreté, de sécurité et de non-prolifération nucléaire, en soutenant pleinement le rôle de l'AIEA, notamment dans la gestion de la sécurité nucléaire en Ukraine. Enfin, il condamne les violations iraniennes des obligations nucléaires et réaffirme la position américaine exigeant un démantèlement complet du programme nucléaire iranien avant toute réintégration dans le commerce mondial. C. Wright réaffirme également l'engagement des États-Unis à promouvoir un usage pacifique et sûr de la technologie nucléaire à l'échelle mondiale.

Brèves

- Le 18 septembre, les gouvernements américain et britannique ont [signé](#) un [Memorandum of Understanding \(MoU\)](#) sur l'« accord sur la prospérité technologique » visant à renforcer leur coopération dans quatre domaines : i) l'intelligence artificielle, ii) le nucléaire civil, iii) les technologies quantiques et (iv) l'innovation de rupture (voir article 8). S'agissant du nucléaire civil, le MoU prévoit de: i) développer des

technologies de rupture, notamment les réacteurs et combustibles avancés ainsi que la fusion, tout en accélérant les processus réglementaires et en levant les obstacles au marché, ii) sécuriser les chaînes d'approvisionnement pour le combustibles des réacteurs avancés et mettre fin à la dépendance au combustible nucléaire russe d'ici 2028, iii) conduire le développement de politiques et réglementations harmonisées, responsables et favorables à l'innovation, pour soutenir l'émergence d'un marché mondial de l'énergie de fusion dirigé par les États-Unis et le Royaume-Uni, iv) explorer de nouvelles applications, y compris dans le domaine maritime civil et jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de normes internationales.

- L'Agence d'information sur l'énergie (US Energy Information Administration – US EIA) a [publié](#) le 15 septembre une étude indiquant qu'entre 2005 et 2023, les émissions par habitant de CO₂ liées à l'énergie primaire ont diminué dans tous les États américains, avec une baisse nationale de 30 %. L'US EIA précise que cette réduction est due principalement au déclin de l'usage du charbon dans la production d'électricité, remplacé par le gaz naturel et les énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire. Le Maryland est l'État ayant enregistré la plus forte baisse par habitant (–49 %) grâce à une transformation majeure de son mix énergétique : le charbon est passé de 56 % à 5 % de sa production électrique, remplacé en partie par le gaz naturel (passé de 4% à 41%). Le District de Columbia affiche les émissions par habitant les plus faibles du pays. Des tendances similaires se retrouvent dans d'autres États, contribuant à une réduction de 20 % des émissions totales, malgré une croissance de 14 % de la population.
- Le Département de l'énergie (DoE) a [annoncé](#) le 16 septembre que la *National Nuclear Security Administration* (NNSA) a attribué un contrat sans appel d'offre à *BWXT Enrichment Operations* pour développer et exploiter une usine pilote d'enrichissement d'uranium (DUECE) sur le territoire national d'un montant de 1,5 Md\$. Cette usine vise à produire de l'uranium enrichi non engagé pour les besoins de défense, notamment pour la production de tritium et la propulsion nucléaire navale. Le projet, mené en collaboration avec le Laboratoire national d'Oak Ridge, permettra de renforcer les capacités d'enrichissement américaines.
- Le Département de l'énergie a [annoncé](#) le 17 septembre l'attribution de 77,2 M\$ à ENTEK pour aider au financement d'une usine de séparateurs de batteries lithium-ion à Terre Haute (Indiana), dans le cadre d'un prêt pouvant atteindre 1,3 Md\$, accordé par le Loan Programs Office (LPO). Le DoE précise que cette usine sera la seule du genre appartenant à des intérêts américains et située aux États-Unis, contribuant à restaurer la souveraineté américaine en matière de minéraux critiques, à renforcer la sécurité énergétique et à soutenir la compétitivité américaine, notamment dans des domaines comme l'intelligence artificielle. Le projet devrait créer plus de 1 300 emplois.
- Le Département d'Etat (Department of State - DoS) a [annoncé](#) le 16 septembre que les États-Unis ravivaient leur partenariat avec les Îles

du Pacifique. Plusieurs annonces ont été faites à cette occasion, notamment, i) un financement américain pour améliorer la connectivité numérique des États insulaires, notamment via des infrastructures à terre et des câbles sous-marins ; ii) une dotation de 60 M\$ à l'agence des pêches du Forum des îles du Pacifique liée au Traité du thon du Pacifique Sud, permettant la pêche par des navires américains dans les zones économiques exclusives de 16 pays insulaires du Pacifique ; iii) plusieurs actions d'agences américaines en faveur de la recherche sur les minéraux critiques dans le Pacifique, avec une expédition scientifique soutenue par la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) dans les îles Cook et une assistance technique du DoI pour développer le secteur des minéraux des fonds marins ainsi qu'une coopération entre le DoS et l'Autorité des ressources minérales de la Papouasie-Nouvelle-Guinée afin d'identifier le potentiel des ressources minérales critiques. Le communiqué précise également que les États-Unis appuient les îles du Pacifique dans leur résilience face aux catastrophes naturelles et intensifient la lutte contre la pêche illégale via des patrouilles conjointes avec les garde-côtes américains.

Transport et infrastructure

5. Le Secrétaire aux transports annonce un appel à projets pour un programme visant à accélérer le déploiement des e-VTOL

Le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 12 septembre un nouveau programme pilote au sein de l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) visant à accélérer le déploiement de véhicules de mobilité aérienne avancée (AAM). Ce programme pilote, appelé « *Electric Vertical Takeoff and Landing (e-VTOL) Integration Pilot Program* » (eIPP) fait suite au [décret présidentiel](#) du 6 juin visant à renforcer la domination américaine dans le domaine des drones. L'eIPP ambitionne de former des partenariats public-privé en vue d'élaborer de nouveaux cadres et réglementations pour permettre des opérations sécurisées de e-VTOL. L'eIPP comprendra au moins cinq projets pilotes, et sera mis en œuvre pendant trois ans après la mise en service du premier projet. Les opérations prévues dans le cadre de l'eIPP comprennent :

- Les taxis aériens à courte distance
- Les vols à longue distance avec des aéronefs à voilure fixe
- Le fret
- La logistique et l'approvisionnement pour la gestion des urgences, le transport médical ou les installations énergétiques offshore
- L'amélioration de la sécurité grâce à l'automatisation

La FAA a publié un [appel à projets](#) en application de l'eIPP, avec échéance au 11 décembre, ouvert aux gouvernements d'État ou

locaux associés à un ou plusieurs partenaires du secteur privé basés aux États-Unis. Les candidats utiliseront des aéronefs AAM pilotés, pilotés en option ou sans pilote, d'un poids supérieur à 1 320 livres (environ 600kg) et pouvant être capables de transporter des passagers. Ils devront également prévoir des technologies permettant l'intégration sécuritaire de ces aéronefs dans le système d'espace aérien national.

6. Le département des transports (DOT) met fin à l'accord de coentreprise entre Delta et Aeromexico

Le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 16 septembre que le département des transports (DOT) avait mis fin à l'accord de coentreprise entre Delta et Aeromexico et retiré leur immunité antitrust. Le communiqué pointe l'absence de mesures significatives du Mexique pour remédier au non-respect de l'accord de transport aérien de 2015. Le Mexique ne respecte plus l'accord bilatéral depuis 2022, date à laquelle il a brusquement annulé des créneaux horaires et contraint les transporteurs américains de fret à délocaliser leurs activités. Cette mesure était présentée par le Mexique comme permettant de réaliser des travaux visant à réduire la congestion sur l'aéroport international Benito Juarez (MEX), lesquels n'ont toujours pas été réalisés trois ans plus tard. Le DoT estime que cette situation procure un avantage déloyal à Delta et Aeromexico sur le marché.

Suite à cette décision, la coentreprise devra être dissoute d'ici le 1^{er} janvier 2026. Delta/Aeromexico devront mettre fin aux activités sensibles sur le plan concurrentiel, telles que la tarification commune, la gestion des capacités et le partage des revenus, qui nécessitent une immunité antitrust. Le communiqué indique que cela permettra de rééquilibrer les règles du jeu pour les autres compagnies aériennes. Delta et Aeromexico pourront poursuivre leur partenariat par le biais d'activités sans lien de dépendance, telles que le partage de codes, le marketing et la coopération en matière de programmes de fidélisation. Delta pourra également conserver sa participation dans Aeromexico et les deux transporteurs pourront maintenir sans entrave l'ensemble de leurs vols existants sur le marché États-Unis-Mexique.

Le communiqué indique à cette occasion que « Le président Trump et le secrétaire Duffy prennent note du fait que plusieurs autres pays ne respectent pas les termes de nos accords sur le transport aérien. Par exemple, nous surveillons les États européens afin de nous assurer qu'ils appliquent le processus d'approche équilibrée pour la réduction du bruit dans leurs aéroports et qu'ils ne mettent pas en œuvre de restrictions opérationnelles injustifiées ».

Industrie

Brèves

- Le 18 septembre 2025, Nvidia a [annoncé](#) une prise de participation de 5 Md\$ au sein d'Intel. Cet investissement s'inscrit dans le cadre d'une collaboration historique visant à développer conjointement des puces pour PC et data centers, combinant les technologies des deux entreprises. Intel produira notamment des processeurs que NVIDIA intégrera dans ses plateformes d'IA pour data centers. A la suite de cette annonce, le cours de l'action d'Intel avait augmenté de 26% en milieu de journée.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Année 2025 : surabondance de céréales... mais chute des exportations

L'année 2025 a enregistré des records de production céréalière, tout particulièrement de maïs, aux Etats-Unis. L'[USDA](#) a estimé que la récolte de cette culture devrait atteindre 16,7 milliards de boisseaux (424,2 MT), soit une hausse de 13 % par rapport à 2024 ; ce serait la production en maïs la plus élevée jamais enregistrée aux États-Unis. La production de soja, évaluée à 4,29 milliards de boisseaux (soit 109,0 MT), a augmenté de 2,9 boisseaux par acre (0,4 ha). Les conditions météorologiques favorables (chaleur et humidité) durant une grande partie de l'été expliquent ces récoltes abondantes.

Pour autant, les opérateurs agricoles peinent à trouver des débouchés à l'export. L'American Soybean Association [indique](#) que la Chine n'a passé aucune commande de soja depuis mai dernier, créant une situation inédite à ce stade avancé de la saison, alors qu'elle en avait acheté pour [12,6 Md USD](#) en 2024, soit près de 52% des exportations américaines de soja. De fait, aucun marché de substitution, qu'il s'agisse de l'UE, du Mexique ou de l'Indonésie – les principaux acheteurs après la Chine –, ne peut compenser ce manque à gagner. L'effet « ciseaux » a ainsi provoqué une chute du prix du soja, passant sous la barre des 10 USD/boisseau, en dessous des coûts de production. Comparativement à un coût moyen national de 12,05 USD le boisseau, cette baisse de prix place les producteurs de soja en position critique.

Les agriculteurs américains sont ainsi confrontés à la situation qu'ils redoutaient tant : que le relèvement des droits de douanes américains n'entraîne de mesures de rétorsion, de la part des pays clients, et n'entrave leurs exportations. La Chine, imposant actuellement un droit de douanes de 34% sur le soja américain, a donné sa préférence au soja brésilien, plus compétitif, au point

d'atteindre des volumes d'importation records, estimés à environ 110 MT pour l'année 2025.

Face à cette crise des exportations vers la Chine, le monde agricole demande instamment à l'administration en place de signer de nouveaux contrats commerciaux. A cet égard, les agriculteurs veulent avant tout maintenir, voire accroître, les exportations plutôt qu'obtenir une compensation financière, à l'image de celle débloquée en 2018 (28 Md USD) venue compenser la chute des exports agricoles. Bien que dégradée selon l'Université de Perdue, la [confiance](#) que les agriculteurs placent dans l'actuelle administration tient à sa capacité à concrétiser les promesses du Président TRUMP en matière de commerce extérieur. Ainsi, a-t-il été prévu cette semaine que le secrétaire américain au Trésor, Scott BESSANT, s'entretienne avec son homologue chinois pour traiter, entre autres, de la question des achats de soja, et que la secrétaire à l'Agriculture, Brooke ROLLINS, accompagne le Président TRUMP au Royaume-Uni, pour tenter de finaliser un accord commercial sur l'éthanol.

Brèves

- La U.S. Meat Export Federation (USMEF) a [annoncé](#) que les expéditions de viande de bœuf vers la Chine avaient baissé de 19 % en juillet par rapport à l'année dernière, atteignant le niveau le plus bas en cinq ans (89 579 tonnes). Cette baisse est attribuée à l'absence de renouvellement d'agrément sanitaire, par les autorités chinoises, pour la grande majorité des établissements américains d'abattage, de découpe et d'entreposage, exportant de la viande bovine. Par ailleurs, la Chine a également suspendu l'agrément de 11 autres établissements américains.
- L'Animal and Plant Health Inspection Service (APHIS), de l'U.S. Department of Agriculture, a [confirmé](#), le 15 septembre, un premier cas de grippe aviaire, dû au virus H5N1, dans un élevage laitier du Nebraska. Alors que la maladie s'était propagée dans plus de 1 080 exploitations laitières depuis mars 2024, le Nebraska n'avait jusqu'à présent jamais déclaré de cas, bénéficiant ainsi de la qualification de « *Unaffected* » au titre de la [National Milk Testing Strategy](#) (programme de qualification des Etats américains, par la détection du virus dans les laits crus produits à la ferme).

Propriété Intellectuelle

Brèves

- Le 18 septembre 2025, John Squires [a été confirmé](#) par le Sénat au poste de Sous-Secrétaire d'Etat au Commerce pour la Propriété Intellectuelle et Directeur de l'USPTO. Le poste était occupé par intérim, par Coke Morgan Stewart depuis le 20 janvier 2025. Elle va reprendre son rôle permanent de Sous-Secrétaire d'Etat au Commerce adjointe pour la Propriété Intellectuelle et Directrice Adjointe de l'USPTO.

Numérique et innovation

8. Les Etats-Unis signent un « accord sur la prospérité technologique » avec le Royaume-Uni

Le 18 septembre, les gouvernements américain et britannique ont signé un *Memorandum of Understanding* (MoU) sur l'« [accord sur la prospérité technologique](#) » visant à renforcer leur coopération dans quatre domaines : (i) l'intelligence artificielle, (ii) le nucléaire civil, (iii) les technologies quantiques et (iv) l'innovation de rupture.

S'agissant de l'IA, l'accord prévoit le lancement de projets de recherche conjoints (*joint Flagship Research programs*) entre les deux pays. L'objectif de ces projets est notamment le développement de modèles et de jeux de données communs, ainsi que la mobilisation de capacités de calcul partagées pour soutenir des applications dans des secteurs tels que les biotechnologies, la médecine, l'exploration spatiale ou la fusion nucléaire. Les deux parties s'engagent également à promouvoir des cadres réglementaires favorables à l'innovation (*pro-innovation AI policy frameworks*), à encourager l'adoption de technologies d'IA américaines et britanniques (*U.S. and UK-led AI technology*), ainsi qu'à en soutenir l'exportation afin de proposer des offres couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur (*full stack*), incluant les puces, les centres de données et les modèles. L'accord prévoit en outre un engagement en faveur du développement des compétences de la main-d'œuvre et de l'accès des citoyens américains et britanniques aux « opportunités offertes par l'IA ». Il mentionne également une coopération renforcée entre les organismes nationaux de standardisation, le *U.S. Center for AI Standards and Innovation* et le *UK AI Security Institute*.

L'accord prévoit également un renforcement de la coopération dans d'autres domaines technologiques. Il mentionne en particulier des partenariats en matière de technologies quantiques et de leurs applications dans les secteurs de la défense, de la finance et de la santé (*U.S.-UK Quantum Industry Exchange Program*), ainsi que l'élaboration de normes technologiques et de benchmarks communs. Les deux gouvernements s'engagent par ailleurs à approfondir leur collaboration dans les télécommunications et la 6G, avec l'objectif d'accélérer l'innovation, de renforcer la résilience des chaînes de valeur et de contribuer à la définition de standards internationaux dans ce secteur.

Présenté comme une extension de l'accord conclu en juin 2025 entre l'administration américaine et le gouvernement britannique, le document précise qu'il ne mobilise ni obligations légales ni engagements financiers. Il prévoit en revanche la création d'un « groupe de travail de niveau ministériel », appelé à se réunir une première fois dans les six mois suivant sa signature, puis régulièrement, afin de servir de « forum stratégique » chargé d'assurer son suivi.

Brèves

- Le 11 septembre, OpenAI a [annoncé](#) la signature d'un protocole d'accord avec Microsoft, son actionnaire principal, établissant les bases d'un futur accord définitif pour transformer la start-up en société d'intérêt public (*public benefit corporation*), société à but lucratif tenue de poursuivre également des objectifs non-financiers d'intérêt général. Selon la presse, cette nouvelle entité, destinée à générer des profits, serait détenue à hauteur de 20 % par la fondation à but non lucratif à l'origine d'OpenAI, conférant à cette dernière un contrôle lui permettant de veiller au respect des objectifs d'intérêt général de la société.
- Le 12 septembre, le groupe de médias américain Penske Media Corporation (PMC) a [intenti](#) un procès contre Google pour violation des lois antitrust. Selon PMC, Google aurait recours à des pratiques anticoncurrentielles via son outil IA Overviews, qui propose des réponses générées par IA aux utilisateurs de son moteur de recherche, réduisant le trafic sur les sites de l'entreprise et entraînant une baisse de ses revenus.
- Le 16 septembre, la start-up Figure, spécialisée dans le développement de robots humanoïdes, a [annoncé](#) avoir levé 1 Md\$ lors d'un tour de table de série C mené par un consortium incluant Nvidia, portant sa valorisation totale à 39 Md\$. Selon l'entreprise, ces fonds permettront d'accélérer la commercialisation de robots humanoïdes à usage général, d'approfondir ses infrastructures de calcul pour améliorer ses modèles d'IA, et de renforcer la capacité de ses robots à collecter et exploiter des données.
- Le 16 septembre, Donald Trump a [signé](#) un décret prolongeant de 90 jours le délai accordé à ByteDance pour se conformer à la loi imposant la cession de TikTok à des opérateurs américains ou son retrait du marché. Il s'agit du quatrième décret repoussant l'application de ce texte, qui devait initialement entrer en vigueur le 19 janvier 2025.
- En marge de la visite de Donald Trump au Royaume-Uni les 17 et 18 septembre, plusieurs entreprises technologiques ont annoncé des investissements sur le sol britannique. [Microsoft](#) et [Google](#) investiront respectivement 30 Md\$ et 6,8 Md\$, principalement pour renforcer leurs infrastructures cloud et IA. OpenAI a [annoncé](#) le déploiement de « Stargate UK », en coopération avec Nvidia et la société britannique Nscale, afin d'étendre les capacités de calcul locales et permettre le fonctionnement de ses modèles IA sur des centres de données britanniques.

Santé

Brèves

- Le 15 septembre, le média spécialisé Fierce Pharma a [rapporté](#) la conclusion d'un accord par l'entreprise pharmaceutique Bristol Myers

Squibb (BMS) pour la cession par cette dernière de l'ensemble de ses parts (soit 60%) de la première coentreprise sino-américaine au monde dans ce secteur, Sino-American Shanghai Squibb (SASS), formée il y a plus de quarante ans. Selon des informations de Fierce Pharma non confirmées par BMS, l'acquéreur des parts de l'entreprise américaine serait Hillhouse Capital, l'un des principaux fonds d'investissements d'Asie.

- Le 16 septembre, l'agence Centers for Disease Control (CDC) a [publié](#) une série de lettres datées du 9 septembre, et adressées à des entreprises pharmaceutiques américaines comme étrangères, les appelant à prendre immédiatement des mesures afin de remédier à la diffusion de publicités directes aux consommateurs considérées comme trompeuses sur les traitements qu'elles commercialisent. Ces notifications procèdent de la mise en œuvre par CDC d'un mémorandum présidentiel du 9 septembre appelant le Département de la Santé (HHS), sous l'autorité duquel se trouve placée CDC, à prendre des mesures afin d'assurer la transparence et l'exactitude des publicités de médicaments [voir [Brèves sectorielles du 12 septembre](#)].
- Le 17 septembre, le géant pharmaceutique britannique GSK a [annoncé](#) son intention d'investir 30 Md\$ aux Etats-Unis sur les cinq prochaines années. Dans sa communication publique, l'entreprise a souligné la coïncidence de l'annonce avec la seconde visite d'Etat du Président D. Trump au Royaume-Uni.
- Le 17 septembre, le géant pharmaceutique suisse Roche a [annoncé](#) la conclusion d'un accord en vue de son acquisition de l'entreprise de biotechnologies américaine 89bio, spécialisée dans le développement de traitement des maladies hépatiques et cardiaques, pour un montant total d'environ 3,5 Md\$.
- Le 18 septembre, l'entreprise pharmaceutique Biogen a [annoncé](#) son acquisition de la startup Alcyone Therapeutics, pour un montant incluant un paiement initial de 85 M\$ et des paiements d'étapes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)